

Des voix se font entendre pour dénoncer les dérives autoritaires du pouvoir. Des groupes d'opposition appellent à une condamnation internationale. En finir avec le pouvoir Rajaonarimampianina avant le sommet de la Francophonie, tel est l'objectif affiché par les initiateurs du « *dialogue pour le salut national* » (DFP). Hery Rajaonarimampianina a réuni les hauts responsables de l'armée et de la gendarmerie alors qu'une nouvelle tentative de coup d'Etat militaire aurait été déjouée. La fédération des entités d'opposition n'aurait cependant plus le vent en poupe, la tendance semblant être à la dispersion des initiatives après la tentative avortée de tenir une manifestation publique au gymnase de Mahamasina, le 24 septembre. En fin de mois une nouvelle menace de coup d'Etat militaire émanait d'un communiqué anonyme jugé peu crédible.



www.newsmada.com

25/10/16

Marc Ravalomanana nommé conseiller spécial de son épouse, maire d'Antananarivo. Lalatiana Ravalomanana, conseillère municipale, déplore cette nomination, qui relève selon elle du népotisme. Les opérations d'assainissement de la capitale se poursuivent et soulèvent toujours autant d'opposition de la part des marchands des rues. La tension reste vive et l'opposition est accusée d'exploiter la situation. La commune d'Antananarivo, qui n'a pas encore obtenu la subvention prévue dans le budget de l'Etat pour l'année 2016, est à la recherche d'autres sources de financement lui permettant de relever les défis de la reconstruction de la capitale. « *Nous sommes décidés à reconstruire la capitale* », déclare l'ancien président qui s'est vu confié la mission de superviser les travaux d'assainissement de certains quartiers. Il a fait appel aux services d'un universitaire américain de renom pour

le conseiller, lui et son épouse. Marc Ravalomanana attend également de son conseiller qu'il l'aide à renforcer l'ancien parti présidentiel TIM et à relancer le groupe Tiko.

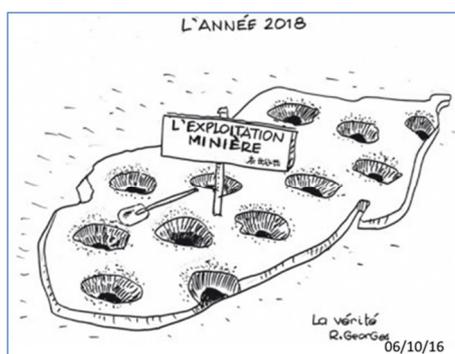
La Fjkm a élu son nouveau secrétaire général. Une élection qui semble clore définitivement l'ère Rasendrasina-Ravalomanana. En choisissant le pasteur Jonah Radimison, les électeurs ont fait très nettement le choix du renouveau, confirmant la tendance qui s'est dessinée lors du synode national, au mois d'août. Confiné dans le rôle temporaire de président du comité d'organisation du 50e anniversaire de la Fjkm, l'ancien chef de l'Etat ne semble pas cependant avoir renoncé à utiliser ce statut pour renforcer sa notoriété en vue de la présidentielle de 2018.

Agé de 80 ans, Didier Ratsiraka pourrait être candidat à la présidentielle de 2018. L'homme fait le tour de l'île et tient partout des meetings très courus sous couvert de célébrer le 40e anniversaire de l'Arema.

L'ancien président Zafy Albert sort de son silence pour affirmer que « ce n'est pas Hery Rajaonarimampianina qui dirige le pays » mais des femmes proches du chef de l'Etat, au premier rang desquelles son épouse Voahangy.

Les tensions internes aux assemblées sont réapparues à l'ouverture de la session ordinaire du Parlement. L'Assemblée nationale bruisse à nouveau de rumeurs de demandes de levée d'immunité parlementaire. La destitution du bureau permanent serait évoquée. Le ministre des finances et du budget est attendu de pied ferme par les députés sur deux questions sensibles : le déblocage toujours non décidé des fonds destinés aux 119 districts, inscrits à la loi de finances, et l'attribution de certains avantages financiers aux élus. La tension est vive également au Sénat où son président serait menacé de destitution par les représentants du parti au pouvoir.

Le président du Sénat annonce que le cas de Lylison René sera à l'ordre du jour de la session. Le sénateur Mapar, toujours introuvable, encourt des sanctions pour absences injustifiées. L'idée d'une destitution n'est pas écartée. Pour le Sénat, il n'est plus question de revenir sur le mandat d'arrêt émis par la justice à son encontre. Le règlement intérieur permet au sénateur incriminé de se défendre mais la question est de savoir si l'intéressé prendra le risque d'apparaître en public et dans une assemblée dominée par le parti présidentiel HVM.



L'entreprise minière chinoise, en bute à l'opposition d'une partie des habitants de Soamahamania a annoncé un retrait stratégique. Le ministre des mines assure que les Chinois n'ont pas obtenu de contrepartie à leur départ mais annonce qu'ils sont toujours en possession du permis d'extraction. Des réunions doivent avoir lieu avec toutes les parties concernées pour décider des suites à donner. Jiuxing Mines entend repartir sur de nouvelles bases. Les lieux restent fortement sécurisés et la population mobilisée pour obtenir la libération de cinq militants incarcérés ainsi que, pour une partie d'entre elle, l'annulation pure et simple du permis d'exploitation. Un culte œcuménique a été organisé à Soamahamania pour soutenir les villageois dans leurs revendications. Le « *Mouvement*

pour la liberté d'expression » a confirmé son soutien. Le Collectif Tany s'inquiète de la prolongation de la détention des cinq animateurs du mouvement. La SIF a annoncé qu'elle va déposer un recours gracieux au ministère des mines pour obtenir la suspension de l'arrêté d'octroi du permis minier à l'entreprise. La Commission des droits de l'homme (CNIDH), tout juste installée, a inauguré ses travaux par une « *séance de réflexion* » sur l'affaire. Elle appelle l'État à « *cesser toute pression morale et/ou toute brutalité physique pour appréhender une personne ou maintenir celle-ci en détention* ». Elle invite les autorités à « *veiller strictement au respect du principe de la présomption d'innocence* », à « *traiter les dossiers sans retard* » et à « *respecter les droits des personnes privées de liberté* ». Le chef de l'Etat-Major Mixte Opérationnel National s'est défendu d'avoir versé dans l'arbitraire et d'avoir fait un usage disproportionné de la force.

Les représentants de communautés locales affectées par des projets miniers ont publié une déclaration de soutien. **Le ressentiment contre les exploitants chinois s'amplifie dans plusieurs régions**, au moment où la ministre des affaires étrangères invite les autorités chinoises à accroître leurs investissements dans la Grande île.

La CENI et les partenaires internationaux s'activent pour préparer les échéances électorales de 2018. Les élections régionales et provinciales ne semblent plus à l'ordre du jour. L'UE, comme les bailleurs de fonds, ne veut pas entendre parler d'élections présidentielles anticipées, revendication avancée par des groupes d'opposition bien décidés à écourter le mandat présidentiel. Une mission de suivi électoral de l'UE est en mission à Madagascar. Objectif : formuler des recommandations, trouver la manière de renforcer le cadre législatif des élections dans la perspective de la présidentielle de 2018. Une cinquantaine de partis politiques ont été réunis pour réfléchir à l'élaboration d'un code de bonne conduite électorale. Une démarche initiée par la CENI avec le concours de l'OIF.

Tension politique : la France observe l'évolution de la situation et recommande le dialogue. « *On espère vivement que ce dialogue pourra s'instaurer, pas seulement dans la perspective du Sommet de la Francophonie, mais aussi dans la perspective des élections de 2018* », déclare l'ambassadrice de France. **Pour Harald Gehrig, ambassadeur d'Allemagne, la démocratie malgache risque d'être une coquille vide** si certaines conditions ne sont pas remplies en matière de gouvernance. Après le Mapar, tout récemment, c'est au tour du parti de l'ancien candidat à la présidentielle Hajo Andrianainarivelo **d'inviter les partenaires étrangers à surveiller de près les actions du régime.** Malgré la montée des sentiments antichinois provoquée par les litiges concernant les exploitations minières, la Chine ne se décourage pas et reste optimiste quant à l'efficacité de sa coopération avec Madagascar. L'ambassadrice chinoise annonce le renforcement des liens économiques entre les deux pays.

La sécurité publique souffre de l'insuffisance d'effectifs alors que **nombre d'éléments des forces de l'ordre travaillent pour des entités privées.** La presse s'interroge : La situation sécuritaire de la population permet-elle que militaires, policiers et gendarmes se consacrent à autre chose qu'à leur mission ? Cette « *privatisation* » des forces de sécurité ne risque-t-elle pas d'entraîner un phénomène de « *milicisation* » ? Il s'agirait en outre d'une pratique bien enracinée, reposant sur des « *échanges de services* ».

Des interventions qui ont mal tourné ont coûté la vie à 45 gendarmes au cours des trois dernières années. Le plus grand nombre de morts au combat est enregistré dans la circonscription de Toliara. La plupart ont livré bataille dans des zones à risque et impénétrables où sévissent des bandes de dahalo et où les bandits les plus redoutés se replient, se retranchent et se réorganisent.

Des « **coupeurs de route** » continuent de sévir sur de grands axes de communication. Une bande de 11 assaillants a pu être interpellée après avoir commis leurs méfaits. Les transporteurs interpellent les autorités et les somment de prendre des dispositions. **La gendarmerie a abattu quatre suspects armés** lors d'un contrôle routier de routine à Manakoliva Bekily. Ils auraient refusé d'obtempérer.

Le fils d'un important opérateur économique indo-pakistanaï enlevé en plein jour par une dizaine de ravisseurs armés et encagoulés. Deux gendarmes d'élite armés affectés à sa protection n'ont pu s'y opposer. Les proches ne se sont pas présentés aux forces de l'ordre, par crainte de représailles.

Des cas de **vindictes populaires** sont à nouveau signalés. A Ambilobe deux cambrioleurs ont été lynchés par la foule. A Mahajanga un détenu a été matraqué à mort en public, le corps a été abandonné sur place.

Une femme albinos tué à Bezaha, dans le district de Betioky. Ces pratiques, nouvelles à Madagascar, connaîtraient une forte progression dans le Sud.

Les destitutions de maires élus continuent à provoquer des troubles. Dans une commune proche de Fénérive-Est, violences et vandalisme ont empêché la tenue de la cérémonie d'intronisation du candidat du HVM déclaré vainqueur par la justice plusieurs mois après le scrutin. Des coups de feu auraient été tirés par les gardes du corps du candidat du pouvoir, faisant 8 blessés. 47 arrestations ont été opérées. Les centaines de contentieux consécutifs aux communales du 31 juillet 2015 continuent d'agiter le microcosme politique.

37 officiers et 129 sous-officiers de la gendarmerie sont suspectés d'avoir pris part à des crimes, délits et actions illégales depuis le début de l'année 2016, selon les déclarations du commandant de la gendarmerie nationale, à l'issue d'une réunion des hauts responsables de la gendarmerie consacrée en particulier aux problèmes d'insécurité et de corruption.

Nivo Ratiarison, directeur de cabinet du ministère de la communication, soupçonné de détournement de fonds au sein de l'Office de la radio et TV Malagasy (ORTM). Il a été placé sous mandat de dépôt avec un autre prévenu. Trois autres ont bénéficié d'une liberté provisoire.

Avec **83 détenus sur 100 000 habitants**, Madagascar figure parmi les pays d'Afrique qui ont **le taux de détention le plus élevé**. Une situation résultant notamment de l'abus de mises en détention préventive arbitraires sur intervention d'autorités bien placées. 40.000 personnes sont incarcérées chaque année. En 2015, 66 % des détenus affichaient des signes de **détresse psychologique**.

Le gouvernement prépare une nouvelle politique de la fonction publique. Le texte sera proposé au vote du Parlement en octobre. Il a pour ambition de lutter contre la corruption, faire des économies et améliorer l'efficacité de l'administration, car, si les fonctionnaires ne représentent que 2 % de la population, le budget de la fonction publique atteint près de 60 % du budget de l'Etat. En cause, les fameux fonctionnaires fantômes.

La fondation Mo Ibrahim publie ses indicateurs de gouvernance 2015 et une rétrospective complète depuis 2006, date de sa première enquête. Madagascar affiche des résultats préoccupants. Sur la décennie, la Grande île accuse la deuxième plus forte détérioration du continent africain en matière de gouvernance. Son score a commencé à s'écrouler en 2008, juste avant la crise politique.

Le SeFaFi interpelle à nouveau l'Etat : « Une fois les lois votées, les textes sont rarement appliqués ». « Madagascar prétend être un Etat de droit. Mais quel est l'intérêt de légiférer si, aux quatre coins du pays, s'impose l'évidence que les lois sont transgressées, contournées par les citoyens, mais également par l'administration de la base au sommet de l'Etat ? », écrit-il notamment.

L'association des parents d'étudiants boursiers de l'Etat à l'étranger suspecte un détournement des bourses malgaches en Chine. Les étudiants ont demandé l'ouverture d'une enquête. Une cinquantaine d'étudiants qui n'ont pas pu régler leurs frais de scolarité par suite de bourses impayées auraient été privés de leur diplôme et ont été obligés de rentrer au pays.

« 'Suntower, la tour la plus haute de tout l'océan Indien' - Un scandaleux 'projet présidentiel' occulte », titre *Madagascar Matin*. Une opération commerciale et privée, dans laquelle Hery Rajaonarimampianina serait impliqué à titre personnel, croit-on savoir. La livraison de l'immeuble de 42 étages est annoncée pour début 2018.

La Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH) entre en fonction. La conjoncture aurait convaincu l'exécutif d'accélérer la mise en place de cet organe, et en premier lieu les obligations inhérentes aux traités internationaux ratifiés par la Grande île. L'absence de la CNIDH aurait été pointée du doigt par les Nations unies. La mise en place de la HCJ pourrait également être accélérée, afin de faire bonne figure à la Conférence des bailleurs annoncée pour début décembre.

Le rapporteur spécial des Nations unies sur **les droits de l'homme et l'environnement** effectuera sa première visite à Madagascar fin octobre dans le but d'évaluer dans quelle mesure le pays protège et promeut les droits de l'homme liés à la protection de l'environnement. Il présentera son rapport au Conseil des droits de l'homme en 2017. Madagascar est au 3ème rang des pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique.

Abolition de la peine de mort : le code pénal reste à amender, selon l'ACAT. La peine capitale doit être remplacée par des travaux forcés à perpétuité, une substitution qui nécessite l'adoption d'une nouvelle loi. Le processus d'élaboration serait en cours.

Une réforme de la loi contre la torture de 2008 est à l'étude. Elle devrait être plus contraignante et toucher d'autres cibles, à l'instar des agents privés. L'ACAT-Madagascar et l'Association pour la prévention de la torture travaillent sur ce dossier avec le ministère de la justice et avec le soutien financier de l'ambassade de Suisse. Les textes actuels, bien que très restrictifs, ne sont guère appliqués, fait-on remarquer.

Un trafic d'enfants à destination de Mayotte découvert à Antsiranana. Il semblerait que des passeurs malgaches proposent à des parents d'envoyer leurs enfants dans des « familles d'accueil », pour assurer leur avenir, voire pour les employer en personnels domestiques. Le gouvernement américain a octroyé 750 000 dollars à l'OIM pour lutter contre la traite des personnes à Madagascar.

Le ministère de la jeunesse s'alarme : 31.7 % des jeunes filles ont déjà un enfant ou sont enceintes d'un premier enfant. La précocité de l'âge d'entrée dans la vie sexuelle et reproductive des jeunes est tout aussi préoccupante. Les mariages précoces sont également à l'origine d'un taux préoccupant d'abandons d'études secondaires et supérieures par les jeunes filles. Madagascar est classé parmi les 13 premiers pays à avoir un taux de prévalence de grossesses précoces le plus élevé au monde, Une situation notamment causée par la faible utilisation des méthodes contraceptives chez les jeunes.

Naissance de la première coalition des associations LGBT de l'océan Indien. Une vingtaine d'entités se sont retrouvées à Antananarivo dans le but d'échanger et d'agir pour le droit des personnes LGBT à Maurice, aux Seychelles, à Madagascar et à La Réunion, dans l'attente de pouvoir élargir son action aux Comores et à Mayotte.

Un atelier d'échanges sur l'apatridie a été organisé par Focus development association, en partenariat avec l'UNHCR dans le but de sensibiliser les parlementaires à l'adoption d'une législation sur la nationalité respectueuse des normes internationales et régionales.

Création du **site Internet participatif « board.mg »**, média social « à destination des jeunes citoyens », qui se donne comme ambition de permettre la dénonciation, dans le respect de l'anonymat, de tous faits condamnables de corruption, de violences et d'abus de pouvoir.

La station MBS appartenant à Marc Ravalomanana, victime de la crise politique de 2009, a recommencé la reprise de tests techniques dans des locaux provisoires. Le ministère de la communication a annoncé que des mesures seront prises pour les faire cesser, affirmant que la station s'est vue retirer sa licence d'exploitation. La direction, dénonçant des brouillages, a décidé de suspendre ses essais et de déposer plainte.

Un journaliste de Free News, quotidien d'opposition, a été victime de violences policières dans des circonstances encore mal établies. La CNIDH recommande dans un communiqué le « *respect scrupuleux des procédures d'arrestation prévues par le code de procédure pénale, prohibant tout acte de violence* ».

Le « Mouvement pour la Liberté d'expression » (MLE) relance sa contestation du code de la communication. Les organes de presse prévoient de publier des dossiers qui prouveraient l'implication de certains dirigeants et de leurs proches dans les trafics illicites des ressources minières.

Exportation des 30 000 rondins de bois de rose saisis en 2014 à Singapour : acculé par la Cites, qui a accordé à Madagascar un sursis de 3 mois pour faire la preuve de sa volonté d'éradiquer les trafics et de collaborer avec la justice de la cité-Etat, le chef de l'Etat aurait ordonné la poursuite de tous ceux qui ont été impliqués dans cette affaire. La ministre de l'environnement se dit consciente de la difficulté du défi à relever. Des juristes ont été appelés en renfort. **La Cites a décidé de restreindre l'exportation de palissandre.** Madagascar est l'un des quatre pays les plus concernés par cette décision qui inquiète les exportateurs Malgaches

Bois de rose saisis à Hong Kong : 12 présumés trafiquants devant la chaîne pénale anti-corruption. Ils sont soupçonnés d'avoir été impliqués dans l'exportation des bois de rose qui avaient été transbordés sur le bateau Min Feng au large de Mananara et de Sainte Marie en janvier 2015. Certains sont des hauts gradés des forces de l'ordre, d'autres sont des cadres supérieurs du ministère de l'environnement. Sept des 12 prévenus se sont présentés à la barre et ont bénéficié d'une liberté provisoire. Trois autres sont recherchés.

Quatre-vingt dossiers de trafic de bois de rose seraient en cours de traitement mais la mise en place de la chaîne spéciale se fait attendre alors que la loi portant sa création a été adoptée en décembre 2015. Les décrets d'application ne sont toujours pas signés

La gendarmerie nationale annonce qu'elle fera preuve de la plus grande fermeté à l'encontre de ses membres qui seraient compromis dans des **trafics d'or** à l'aéroport international d'Ivato, où près de 25 kg de ce métal précieux ont été saisis encore tout récemment. Le ministre des finances et du budget indique qu'une « *enquête approfondie* » est lancée pour démanteler le réseau impliqué dans ces tentatives d'exportation illicite. La BAD va financer un audit des risques de corruption, de fraudes et de trafics illicites à l'aéroport d'Ivato.

10 kg d'ossements humains saisis à Mahajanga. La commercialisation d'ossements est une pratique courante et ancienne. Aucune enquête sérieuse n'a permis jusqu'ici de connaître l'usage fait de ces ossements ni de mettre à nu les réseaux. De nombreuses rumeurs courent à ce sujet, des hypothèses sont émises.

Le projet de code minier et pétrolier accumule les retards. Les consultations se poursuivent et seront élargies au plus grand nombre d'acteurs possible, annonce le gouvernement. Pour les ONG et les spécialistes, le nouveau code devra impérativement prendre en compte le « *consentement public* » des populations affectées par les projets et les exigences environnementales. Le retard pris dans l'adoption du nouveau code a conduit le gouvernement à différer le lancement d'un appel d'offres portant sur 40 blocs pétroliers offshore du bassin de

Morondava. 225 blocs restent à attribuer sur les différentes zones de la Grande île. L'Etat tenterait de faire adopter son projet de code minier au cours de la prochaine session de l'Assemblée nationale.

Alors que l'affaire Soamahamanina n'est pas encore terminée et que des militants sont encore incarcérés, **les conflits se multiplient entre exploitants miniers, souvent d'origine chinoise, et les populations locales.** Le pouvoir est accusé de collusion avec les exploitants. La Plateforme de la société civile intervenant dans le foncier (SIF) a lancé une mise en garde aux exploitants miniers étrangers et nationaux. Le CRAAD-OI dénonce pour sa part de graves atteintes à l'environnement et des violations des droits humains.

Face à l'**insécurité alimentaire, qualifiée d'« extrêmement préoccupante »**, le PAM et les agences onusiennes renforcent leurs interventions dans le Sud. Le PAM à lui seul devrait porter à un million le nombre de bénéficiaires de son assistance alimentaire en nature et en espèces. L'UE a débloqué une aide d'urgence de 4,8 millions d'euros. 40 % des enfants malgaches en cycle primaire sont concernés par l'insécurité alimentaire. 124 millions de dollars supplémentaires sont requis pour permettre aux agences onusiennes d'intensifier leurs actions dans le Sud. « *Toutes ces menaces de catastrophes sont annoncées exactement 8 mois* », rappelle *Tribune*, qui constate que le pouvoir laisse le soin aux agences onusiennes de faire savoir au reste de Madagascar et du monde que la population du Sud est victime de la famine. « *Les agences onusiennes n'ont qu'à chercher des solutions et des financements, le régime HVM a d'autres priorités* », déplore le site.

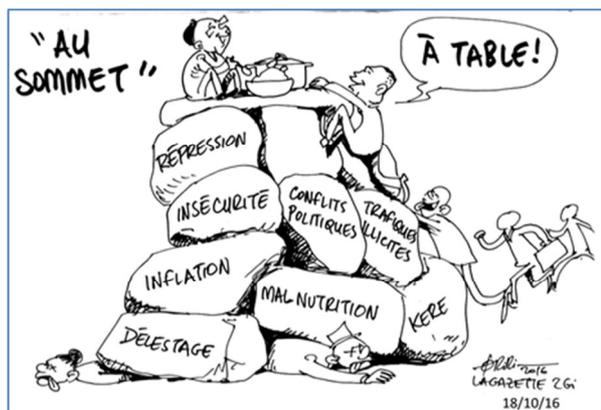
35,4 % des Malgaches sont sous-alimentés, selon l'indice de la faim dans le monde publié par l'IFPRI (International Food Policy Research Institute). Entre 2000 et 2016, son taux est passé de 44,2 % à 35,4 %, situant la Grande île dans le dernier peloton des pays ayant la part la plus élevée de population sous-alimentée.

Madagascar subira une perte de 30 % de ses espèces avant la fin du XXIe siècle si l'homme poursuit son entreprise au rythme actuel, selon le WWF. La Grande île se trouve dans la zone rouge mondiale. Le rapport démontre aussi que les sols de Madagascar sont déjà fortement dégradés, ce qui a d'importantes conséquences négatives sur la sécurité alimentaire.

Les quartiers Est d'Antananarivo victimes des nuages toxiques de la décharge d'Andralanitra. Les médecins attestent de la recrudescence de problèmes respiratoires, devenus la première cause de mortalité dans certains secteurs exposés. Les habitants ont lancé une pétition pour exiger le déplacement du site.

Plus de deux ans après la reprise de la coopération avec l'UE, **les aides financières tant attendues ne sont pas débloquées.** Le prochain décaissement, au titre du 11e FED, dépendra de la Conférence des bailleurs qui se tiendra à Paris début décembre. C'est au cours de cette réunion que les avancées réalisées par le gouvernement en matière de bonne gouvernance et de rétablissement de la sécurité intérieure seront appréciées. L'Etat doit également faire ses preuves en matière de renforcement de ses fonctions régaliennes. Il doit enfin présenter une liste détaillée, concrète et réaliste des programmes prioritaires qu'il entend mettre en œuvre et pour lesquels il demande des financements et des appuis.

11 pays d'Afrique subsaharienne, dont Madagascar, sont considérés comme « pays en recul » par la Banque mondiale. Le taux de croissance du PIB de ce groupe est passé de 5,8 % par an en 1995-2008 à 1,9 % par an en 2014-2016. La croissance de leur revenu réel par habitant a connu une forte chute depuis 2012.



Antananarivo a accueilli le 19e sommet du Comesa. Le gouvernement souhaite renforcer les liens commerciaux avec les 19 pays de la zone, pour l'instant encore très faibles, avec une balance commerciale fortement déficitaire. Les observateurs se montrent généralement sceptiques quant à la capacité de la Grande île à s'implanter sur ce grand marché et à affronter la concurrence de certains pays dont les produits envahissent les étals, au détriment des producteurs locaux. Emergence Madagascar préconise une réorientation des échanges commerciaux de Madagascar vers les marchés dynamiques du bloc de l'ASEAN. Seuls deux chefs d'Etat africains ont fait le déplacement à Antananarivo pour ce Sommet, prélude à celui de la Francophonie, au grand dam des autorités malgaches. Robert Mugabe, arrivé le premier, a

pu ainsi bénéficier d'une forte exposition médiatique. Le Sommet des chefs d'Etat a donné lieu à un déploiement de forces exceptionnel, objet de critiques acerbes.

En marge du Sommet, Madagascar et Maurice ont décidé d'accélérer la création d'une Zone économique spéciale (ZES) à Tolagnaro. Un projet qui suscite de fortes résistances.

La compétitivité économique des Etats passée au crible par le Forum économique mondial de Davos. Dans son nouveau classement annuel, Madagascar se situe au 128e rang (sur les 138 économies comparées) et recule de deux places. Dans la nouvelle publication du **Doing Business**, **Madagascar gagne deux rangs et se classe 167e sur 190 pays**, loin derrière l'île Maurice, les Seychelles ou encore les Comores.

L'US Africa Business Forum, rencontre des entrepreneurs africains avec leurs homologues américains, met en exergue la nécessité pour les pays qui souhaitent attirer des investisseurs, de leur garantir un cadre légal stable et un environnement macro-économique attractif, libéré de la corruption. Des conditions qui, de toute évidence, ne sont pas encore réunies pour Madagascar. Les chefs d'entreprise de la Grande île viennent, une fois encore, de dénoncer le **harcèlement fiscal** dont ils seraient victimes et qui est souvent source de corruption.



Newsmada - 26/10/16

Seule 39 % de la production d'électricité de la Jirama est commercialisée. Le reste constitue des pertes et des vols de gasoil et d'électricité, auxquels s'ajoutent les non-recouvrements de factures, notamment par les administrations. Le FMI soutient que le budget de l'État ne peut supporter le versement de nouvelles subventions à l'entreprise publique. La Banque mondiale incite le pouvoir à prioriser les dépenses pour la fourniture des services de base à l'ensemble de la population plutôt que de dilapider ses maigres ressources à combler les déficits de la Jirama. Les délestages ont fait un retour en force et le montant des factures s'envole. Une situation qui est à l'origine de troubles qui ont éclaté à Farafangana. Aucune solution n'est en vue à court et moyen terme pour les délestages, admet le premier ministre.

La tension sociale reste vive dans les milieux de la justice, avec une nouvelle **menace de grève à durée indéterminée des greffiers**. Le gouvernement doit également faire face au mécontentement des agents pénitenciers.